

## Île-du-Prince-Édouard

### LA MIXITÉ SECTORIELLE POURRAIT RALENTIR UNE REPRISE ENCORE PLUS VIGOUREUSE

- Le succès de l'Île-du-Prince-Édouard dans l'endiguement de la COVID-19 laisse entrevoir une forte croissance cette année, malgré les difficultés qui perdurent dans certains secteurs essentiels.
- La construction de logements, les dépenses en immobilisations dans le secteur manufacturier et le relèvement des dépenses d'infrastructures devraient dynamiser la reprise.

L'Île-du-Prince-Édouard a connu, pour une grande partie de l'année écoulée, le plus faible nombre de cas de COVID-19 par habitant dans toutes les provinces canadiennes et n'a toujours pas comptabilisé un décès causé par le virus. C'est pourquoi les mesures de confinement ont généralement été parmi les moins restrictives au Canada et que la mobilité s'est améliorée plus que dans la plupart des autres régions, ce qui s'explique par la faible population et le statut de l'île, ainsi que par une intervention hâtive et décisive des gouvernants.

Or, les résultats du marché du travail ont été contrastés en 2020. La perte relativement modeste de 3 % des emplois à temps plein de l'Île-du-Prince-Édouard en 2020 s'explique essentiellement par l'élan pré-pandémique qui s'est étendu au T1; depuis la fin de l'été dernier, la reprise de l'emploi a été parmi les plus faibles de toutes les provinces. Il en a été de même des heures de travail, malgré une certaine amélioration de l'embauche depuis octobre, ce qui semble s'être répercuté sur les salaires du T4 de 2020, et en dépit des gains dans les ventes au détail, plus élevés que la moyenne nationale.

Les difficultés perdurent dans certains secteurs essentiels. Le tourisme joue un rôle démesuré dans l'économie de l'île; les voyages hors de la province sont en nette baisse en raison des restrictions imposées aux voyageurs. L'agriculture a représenté 6 % des emplois à temps plein avant la COVID-19 par rapport à 2 % à peine partout ailleurs au Canada, ce qui a également freiné les chiffres de l'embauche. Le secteur laitier — qui est intervenu l'an dernier pour 15 % des recettes agricoles par rapport à 10 % à peine pour le Canada — est aux prises avec les problèmes de stockage pandémiques; dans le même temps, on a aussi comptabilisé des rendements léthargiques dans la culture de la pomme de terre, en raison des rigueurs du climat. Enfin, les services financiers et techniques, résilients dans le confinement, ont représenté à peine 9 % des emplois à temps plein en 2019, contre une moyenne nationale de 16 %.

### Les tendances dans l'évolution des dépenses en immobilisations sont plus favorables.

Grâce à une situation budgétaire relativement saine — les dernières projections laissent entrevoir un déficit d'à peine 2 % du PIB et un fléchissement du ratio de la dette par rapport au PIB —, l'Île-du-Prince-Édouard a relevé de 45 millions de dollars dans l'EF 2022 son budget des infrastructures (graphique). De concert avec les tensions du marché du logement, les initiatives dans le logement social ont probablement contribué aux gains attendus dans les dépenses en immobilisations de 2021 selon les résultats déclarés par Statistique Canada dans son enquête la plus récente sur les perspectives. Ces statistiques laissent aussi entendre que l'investissement des entreprises inscrira de solides gains cette année dans la construction aérospatiale et la fabrication de produits chimiques — deux des grands produits-crêneaux de l'île — ainsi que dans la transformation alimentaire. Dans ce dernier secteur, la demande a bien résisté pendant les confinements.

La région de l'Asie-Pacifique — surtout la Chine — a tenu un rôle important dans le profil pré-pandémique de la balance commerciale de l'Île-du-Prince-Édouard. Le rythme de la vaccination et de la reprise dans cette région devrait continuer de se répercuter sur les perspectives commerciales de l'île, de concert avec les difficultés logistiques liées au confinement — surtout dans l'industrie des produits de la mer.

La reprise sécuritaire des courants d'immigration est particulièrement importante. En 2015-2019, l'Île-du-Prince-Édouard a comptabilisé la plus forte croissance démographique parmi les provinces, et les nouveaux arrivants ont représenté les trois quarts de ces gains — ce qui est plus que dans toutes les autres provinces. Par conséquent, le risque baissier de nos prévisions de base a peut-être surmultiplié les conséquences négatives pour l'île à plus long terme.

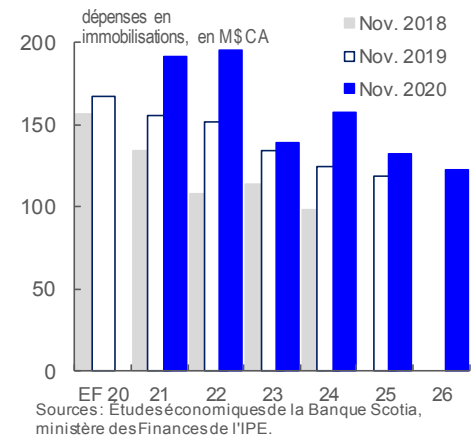
### RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste principal  
 416.866.4733  
 Études économiques de la Banque Scotia  
[marc.desormeaux@scotiabank.com](mailto:marc.desormeaux@scotiabank.com)

### Détails des prévisions économiques évolution annuelle en %, sauf indication

	19	20E	21P	22P
PIB réel	5,1	-3,6	5,2	3,3
PIB nominal	7,0	-1,7	7,5	5,7
Emploi	3,3	-3,2	4,1	2,9
Taux de chômage, en %	8,7	10,4	9,0	7,4
Mises en chantier de logements, en milliers	1,5	1,2	1,2	1,2
IPC total	1,2	0,0	2,1	2,2

### Nouvelle hausse du budget des dépenses en immobilisation de l'IPE



**Tableau des prévisions provinciales : synthèse**

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)											
	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	
<b>PIB réel</b>												
2010–19	2,2	1,0	2,3	1,1	0,7	1,9	2,3	2,1	2,2	2,6	2,8	
2019	1,9	4,0	5,1	2,4	1,2	2,7	2,1	0,6	-0,7	0,1	2,7	
2020e	-5,4	-5,1	-3,6	-4,0	-3,2	-5,1	-5,7	-3,6	-5,2	-6,8	-5,0	
2021p	6,2	3,8	5,2	5,6	5,2	6,6	6,3	5,1	5,9	6,0	6,1	
2022p	4,0	1,5	3,3	3,5	3,4	4,1	4,2	3,5	3,6	4,3	4,1	
<b>PIB nominal</b>												
2010–19	4,0	3,5	4,3	2,9	2,8	3,8	4,1	3,8	3,3	3,7	4,5	
2019	3,6	4,1	7,0	3,8	3,0	4,3	3,8	1,0	0,1	2,7	4,4	
2020e	-4,6	-6,8	-1,7	-2,1	-1,3	-3,9	-4,4	-1,6	-7,5	-9,3	-2,3	
2021p	9,7	9,0	7,5	8,0	7,4	9,1	9,4	7,2	10,7	12,1	9,1	
2022p	6,9	4,5	5,7	5,8	5,8	6,8	6,8	6,0	7,4	8,0	6,4	
<b>Emploi</b>												
2010–19	1,3	0,6	1,5	0,3	0,0	1,2	1,4	0,9	0,8	1,2	2,0	
2019	2,2	1,1	3,3	2,3	0,8	2,0	2,8	1,0	1,9	0,7	3,0	
2020	-5,1	-5,7	-3,2	-4,7	-2,6	-4,8	-4,8	-3,7	-4,7	-6,6	-6,6	
2021p	4,2	3,4	4,1	4,3	3,9	4,3	4,3	3,9	4,0	4,1	4,4	
2022p	3,6	1,0	2,9	3,1	2,9	3,6	3,8	3,2	3,3	3,9	3,6	
<b>Taux de chômage (%)</b>												
2010–19	6,9	13,3	10,6	8,7	9,4	7,1	7,0	5,6	5,3	6,2	6,1	
2019	5,7	12,3	8,7	7,4	8,1	5,1	5,6	5,3	5,6	7,0	4,7	
2020	9,6	14,1	10,4	9,8	10,0	8,9	9,6	8,0	8,4	11,4	8,9	
2021p	8,0	13,0	9,0	8,2	8,9	7,3	8,0	6,8	7,0	10,0	7,3	
2022p	5,7	12,2	7,4	6,6	7,2	5,1	5,6	5,0	5,1	7,5	5,0	
<b>Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)</b>												
2010–19	201	2,2	0,8	4,2	2,7	44	70	6,6	6,0	31	34	
2019	209	0,9	1,5	4,7	2,9	48	69	6,9	2,4	27	45	
2020	219	0,8	1,0	4,9	3,7	55	81	7,3	3,1	24	38	
2021p	222	0,8	1,2	5,0	3,1	57	80	6,3	3,2	27	39	
2022p	214	0,8	1,2	4,5	2,5	52	76	6,0	3,5	29	38	
<b>Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)</b>												
2010–19	1 819	33	7	51	41	432	715	55	53	237	194	
2019	1 916	34	8	53	41	454	789	53	46	227	214	
2020	1 569	28	7	44	34	376	612	46	40	186	180	
2021p	1 790	31	8	50	38	439	712	52	45	211	206	
2022p	1 920	32	8	52	40	472	769	54	47	225	221	
<b>Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)</b>												
2019*	-39 400	-1 383	22	2	98	4	-8 672	5	-319	-12 152	-321	
2020e	-381 600	-1 838	-178	-779	-13	-2 991	-38 468	-2 048	-2 045	-20 192	-13 643	
2021p	-141 200		-70			-8 250	-33 100		-1 350	-18 221		
2022p	-50 700		-38			-7 000	-28 150		-855	-10 982		

\* Le solde budgétaire de T.-N.-L. en 2019 ne tient pas compte d'une hausse ponctuelle des revenus découlant de l'incidence de l'Accord atlantique.

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires; chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations et de la réserve de stabilisation.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

**Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.**

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont

Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.